Séance publique du 15 novembre 2004

Délibération n° 2004-2308

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Astreintes de la catégorie A aux services urbains et de la catégorie C à la propreté (période hivernale) - Régime indemnitaire de fonction des agents de la propreté (période hivernale)**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des ressources humaines - Service carrière-conseil

Le Conseil,

Vu le rapport du 3 novembre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

I- Détermination et rémunération des astreintes

a) - définition :

L'astreinte est la période pendant laquelle un agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail, au service de l'administration. L'astreinte n'est donc pas forcément synonyme d'activité. S'il n'effectue aucune intervention, l'agent percevra uniquement une indemnité d'astreinte. S'il y a mobilisation et travail, il sera en plus rétribué par une indemnité d'intervention. La durée de l'intervention est alors considérée comme un temps du travail effectif ainsi que le déplacement aller et retour vers le lieu de travail.

b) - contexte législatif et réglementaire :

La réduction et l'aménagement du temps de travail dans les collectivités locales repose, comme le régime indemnitaire, sur un principe de parité avec les services de l'Etat (article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984).

Sur cette base, le décret relatif aux 35 heures (n° 2000-815 en date du 25 août 2000) fixe les règles applicables aux agents de l'Etat, qui ont été transposées aux fonctionnaires territoriaux en 2001 (décret n° 2001-623 en date du 12 juillet 2001).

En ce qui concerne les astreintes, le décret du 12 juillet 2001 précité laisse le soin à l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de déterminer, après avis du comité technique paritaire, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation, la liste des emplois concernés (article 5 - 1er alinéa).

Ce même texte (article 5 - 2ème alinéa) précise que les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes seront fixées par décret, par référence aux modalités et aux taux applicables aux services de l'Etat.

Ainsi, un projet de décret a été présenté au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) du 22 octobre 2003.

Il convient de noter, d'une part, que ce texte n'a pas été publié au Journal officiel, d'autre part, qu'une réponse ministérielle publiée au Journal officiel - AN du 10 août 2004 (page 6 314) laisse entendre qu'un nouveau projet de décret serait actuellement préparé par le gouvernement.

Néanmoins, dans l'attente de la sortie d'un texte rendu officiel, les collectivités sont invitées à se référer au projet de décret présenté au CSFPT (réponse ministérielle Journal officiel - Sénat du 1er janvier 2004, page 29).

Ce projet de décret propose d'attribuer à l'ensemble des agents territoriaux (quelles que soient leur filière et leur catégorie hiérarchique) un régime de rémunération ou de compensation des astreintes calqué sur celui applicable aux personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.

c) - rémunération et compensation :

Pour le ministère de l'intérieur, ce régime est défini par :

- le décret n° 2002-147 en date du 7 février 2002 qui précise que les agents appelés à participer à une période d'astreinte bénéficient, dans la limite des crédits ouverts, d'une indemnité d'astreinte et d'intervention ou de télé-intervention non soumise à retenue pour pension ou à défaut d'un repos compensateur. La rémunération et la compensation en temps étant exclusives l'une de l'autre ainsi que du bénéfice de tout autre dispositif particulier d'indemnisation des astreintes, des interventions, des télé-interventions et des permanences.

Il est également précisé que ces indemnités ne peuvent pas être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou utilité de service ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de fonctions de responsabilité supérieure ;

- l'arrêté ministériel en date du 7 février 2002 (Journal officiel du 8 février 2002) qui fixe ainsi qu'il suit :

Les taux applicables à l'indemnisation des astreintes ou des interventions :

- indemnité d'astreinte

- . 121 € par semaine complète,
- . 45 € du lundi matin au vendredi soir,
- . 18 € pour un jour ou une nuit de week-end ou férié,
- . 10 € pour une nuit de semaine,
- . 76 € du vendredi soir au lundi matin.

- indemnité d'astreinte

- . 11 € de l'heure entre 18 h et 22 h ainsi que les samedis entre 7 h et 22 h,
- . 22 € de l'heure entre 22 h et 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les compensations en temps d'une astreinte ou d'une intervention :

- compensation d'astreinte

- . 1 journée et demie pour une semaine d'astreinte complète,
- . 1 demi-journée pour une astreinte du lundi matin au vendredi soir,
- . 1 demi-journée pour un jour ou une nuit de week-end ou férié,
- . 2 heures pour une nuit de semaine,
- . 1 journée pour une astreinte du vendredi soir au lundi matin.

- compensation d'intervention

Les repos compensateurs accordés en contrepartie d'une intervention correspondant au nombre d'heures de travail effectif majoré de 10 % pour les heures effectuées entre 18 heures et 22 heures ainsi que les samedis entre 7 heures et 22 heures ou majoré de 25 % pour les heures effectuées entre 22 heures et 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

d) - détermination des astreintes :

Au vu de ces dispositions, il est proposé de faire bénéficier les agents communautaires (titulaires, stagiaires et non titulaires) des modalités qui viennent d'être exposées.

Les astreintes sont destinées essentiellement à assurer :

- d'une manière générale, la continuité du service public pour faire face aux conséquences des intempéries notamment pendant la période hivernale de déneigement afin de permettre le maintien de la circulation des usagers,
- des missions liées à la sécurité, en cas d'urgence par des interventions sur le domaine public de la voirie, y compris les feux tricolores, les arbres d'alignement et le balisage de sécurité.
- des missions de veille et d'alerte en dehors des heures ouvrables, pour garantir le soutien aux équipes techniques, faciliter leur intervention et guider leurs décisions.

Ces astreintes, programmées sur l'année, et réparties dans la mesure du possible entre les agents volontaires, s'appliqueraient aux agents suivants :

1° - **Pour les agents de catégorie A :**

Ce dispositif concernerait tous les cadres A des filières aussi bien technique qu'administrative, affectés dans les services urbains (eau, voirie, propreté).

direction de l'eau

- une trentaine d'agents du cadre d'emplois des ingénieurs,
- une moyenne d'astreinte par agent de deux semaines par an.

direction de la voirie

. Cas général

- une trentaine d'agents du cadre d'emplois des ingénieurs,
- une moyenne d'astreinte par agent de deux semaines par an.

. Cas particulier du service des tunnels

En plus des astreintes de la direction ci-dessus, les ingénieurs du service des tunnels sont soumis dans leur service à une semaine d'astreinte toutes les trois semaines.

direction de la propreté

. pendant la période de viabilité hivernale (de novembre à mars) :

- astreintes de direction : personnel de catégorie A technique et administratif
- . 13 agents environ répartis en 4 équipes avec une moyenne d'astreinte par agent d'une semaine sur deux.
- astreintes en subdivision : personnel de catégorie A technique uniquement
- . 11 chefs de subdivision, d'astreinte une semaine sur deux

. hors période de viabilité hivernale :

- astreintes de direction : sur les 34 semaines restantes : personnel de catégorie A technique et administratif
- . 42 agents environ, avec une moyenne d'astreinte d'une semaine par an.

. cas particulier de l'usine sud (Gerland) :

- . quatre cadres A technique d'astreinte une semaine sur quatre.

2° - Pour les agents de catégorie C de la direction de la propreté, pendant la période de viabilité hivernale (de novembre à mars) :

Les astreintes s'appliqueraient à tous les personnels techniques de catégorie C, retenus par la direction de la propreté.

II - Régime indemnitaire de fonction pour les agents de la propreté pendant la période hivernale

En plus du régime indemnitaire de grade perçu actuellement par tous les agents, il est proposé d'attribuer un régime indemnitaire dit de fonction à des agents de la direction de la propreté.

Ce régime indemnitaire de fonction distinct de la rémunération des astreintes serait versé pour tenir compte des contraintes particulières liées au travail pendant la période hivernale (en volume et pénibilité).

Les montants affectés à ce régime de fonction seraient prélevés sur les marges indemnitaires réglementaires restantes après attribution du régime de grade.

Selon les cadres d'emplois concernés et la nature des primes autorisées, cette attribution s'effectuerait de la manière suivante :

a) - Agents de catégorie C

Cadre d'emplois	Affectation	Montant RIF attribué	Prime prélevée	Observations
conducteurs	nettoiemment	450 €/an	ISSTS (1)	versé en fin de campagne hivernale
	nettoiemment et collecte	32 € par semaine d'astreinte effectuée	ISSTS (1) 1ère partie	dans la limite de 18 semaines par an
	nettoiemment et collecte	14 € par week-end d'astreinte effectué	ISSTS (1) 1ère partie	dans la limite de 18 week-end par an
<i>(1) Indemnités de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires</i>				
agents de salubrité	nettoiemment et collecte	32 € par semaine d'astreinte effectuée	IAT (2)	dans la limite de 18 semaines par an
	nettoiemment et collecte	14 € par week-end d'astreinte effectué	IAT (2)	dans la limite de 18 week-end par an
agents de maîtrise	nettoiemment et collecte	32 € par semaine d'astreinte effectuée	IAT (2)	dans la limite de 18 semaines par an
	nettoiemment et collecte	14 € par week-end d'astreinte effectué	IAT (2)	dans la limite de 18 week-end par an
agents techniques	nettoiemment et collecte ateliers	32 € par semaine d'astreinte effectuée	IAT (2)	dans la limite de 18 semaines par an
	nettoiemment et collecte ateliers	14 € par week-end d'astreinte effectué	IAT (2)	dans la limite de 18 week-end par an
agents d'entretien	nettoiemment et collecte ateliers	32 € par semaine d'astreinte effectuée	IAT (2)	dans la limite de 18 semaines par an
	nettoiemment et collecte ateliers	14 € par week-end d'astreinte effectué	IAT (2)	dans la limite de 18 week-end par an
<i>(2) Indemnité d'administration et de technicité</i>				

b) - Agents de catégorie B

contrôleurs	nettoisement et collecte	14 € par week-end d'astreinte effectué	ISS (3)	
<i>(3) Indemnité spécifique de service</i>				

Compte tenu des marges indemnitaires réglementaires réduites restant disponibles pour le cadre d'emplois des contrôleurs, le régime indemnitaire de fonction pouvant être attribué chaque année, ne pourra pas excéder les montants suivants :

Grade	Montant annuel RIF maximum (au 1er juillet 2004)
contrôleur	248,28 €
contrôleur principal	529,67 €
contrôleur chef	529,67 €

Par ailleurs, ces montants annuels maximum de RIF ne concernent pas les agents du cadre d'emplois des contrôleurs, en fonction avant le 1er février 2004, qui continuent à percevoir à titre personnel, un régime indemnitaire antérieur d'un montant supérieur aux nouveaux montants indemnitaires autorisés ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et celui n° 5 - 1er et 2° alinéa ;

Vu les décrets n° 2000-815 du 25 août 2000, n° 2001-623 du 12 juillet 2001 et n° 2002-147 du 7 février 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2002 ;

Vu le Journal officiel AN du 10 août 2004 et celui du Sénat du 1er janvier 2004 ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Approuve la liste des emplois de catégorie A (pour les services urbains) et de catégorie C (pour la direction de la propreté), soumis à des astreintes.

2° - Décide de rémunérer les astreintes sur la base des textes actuellement en vigueur pour les personnels du ministère de l'intérieur.

3° - Accepte d'attribuer un régime indemnitaire de fonction, pendant la période de viabilité hivernale, aux agents de la direction de la propreté, de catégorie C (conducteurs, agents de salubrité et agents de maîtrise) et de catégorie B (contrôleurs) selon les modalités et dans les limites exposées ci-dessus.

4° - Ces mesures prendront effet dès le début de la saison hivernale 2004-2005.

5° - La dépense supplémentaire en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - comptes 641 180 et 641 310 - et au budget assainissement - compte 641 300.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,